


Dans les mois à venir (probablement au début de l'année 2012), un référendum doit se tenir en Croatie concernant l'adhésion de ce pays à l'Union européenne. Nos camarades croates de « Radnicka Borba » (Lutte ouvrière) ont lancé une campagne pour le « non » et pour présenter une alternative anticapitaliste et internationaliste face à la propagande gouvernementale pro-UE et néolibérale. Ils ont également lancé un appel de soutien international que nous publions en français ci-dessous. Nous reproduisons également un article, publié en avril dernier sur le site du NPA, concernant la situation sociale et politique explosive que connaît ce pays. (LCR-Web)

Au travers d'un référendum, le peuple croate devra accepter ou refuser que la Croatie adhère dans un futur proche à l'Union Européenne.

Actuellement, nous considérons que toutes les politiques menées par la Commission Européenne n'ont poursuivi qu'un seul et unique but, à savoir implanter le néo-libéralisme dans les sociétés et soumettre, par son biais, les économies des zones moins développées aux intérêts du capital européen, ce qui est nuisible à la grande majorité de la société. Cette même majorité de la population qui n'a aucune chance d'influencer les prises de décisions et qui n'a pas réellement voix au chapitre quant à l'adhésion à l'UE. Ces décisions qui, d'ailleurs, ne sont pas dictées par leurs besoins mais bien par les intérêts de gigantesques multinationales, représentées à huis clos par la bureaucratie européenne.

Tandis que les politiques néolibérales et la spéculation financière nous ont conduits dans une profonde crise économique, les profits de ces multinationales sont devenus la ligne directrice de la plupart des décisions.

Cette crise a poussé les gouvernements de plusieurs pays européens à mettre en œuvre de manière conjointe les directives de la Commission Européenne et du FMI. C'est l'ensemble de la population laborieuse qui va souffrir des conséquences de cette crise qui ne profite qu'aux classes privilégiées et au système capitaliste, par ailleurs principal responsable de la situation. Les services publics de la santé, de l'éducation, de la protection de l'environnement, du

transport, des télécommunications, sont destinés à disparaître et à laisser la place à la concurrence privée afin que tous ces services deviennent source de profit pour des entreprises qui ne serviront que les classes privilégiées. Lorsqu'on regarde toutes les politiques antisociales et toutes les mesures contre les travailleurs qui ont été menées, il semble évident que l'Union Européenne n'est par "une Europe du bien-être, des valeurs et pour l'autonomie", mais bien une Europe des patrons pour les patrons, dans laquelle ceux qui possèdent les capitaux et ceux qui travaillent pour eux ne seront jamais égaux.

La résistance sociale a déjà commencé, contre le recul de l'âge de la retraite en France, contre les coupes salariales en Grèce, en Espagne et au Portugal, contre les attaques dans l'enseignement en Italie et en Grande-Bretagne. Des protestations qui ont d'ailleurs été durement réprimées, comme c'est souvent le cas dans les états membres de l'Union Européenne, malgré les tentatives de son élite pour la présenter comme démocratique et ouverte à l'opposition non-violente.

Au delà des beaux discours sur la démocratie, l'égalité et l'unité, on peut constater que les politiques européennes envers les minorités nationales peuvent représenter de sérieuses violations des droits de l'Homme (citons le cas de l'Irlande du Nord ou du Pays Basque). Nous constatons la même chose dans sa politique à l'égard des migrants, qui sont constamment persécutés et déportés (prenons seulement l'exemple de la façon dont la "question" Rom a été réglée en France), sans oublier l'expansion continue de l'islamophobie avec l'aide des déclarations officielles sur "l'échec de la société multiculturelle" et le renforcement des partis d'extrême droite.

Pour que le combat des travailleurs, des étudiants, des pensionnés et des sans emplois et leur unité dans la lutte soient le fondement d'une nouvelle Europe, une Europe des travailleurs, basée sur la solidarité et l'égalité sociale, ils faudra avant tout renverser l'Union Européenne et ses structures.

Nous portons notre soutien inconditionnel à ces résistances et à ces combats qui sont le réel point commun des européens. Nous ferons tout ce qu'il est possible pour soutenir l'organisation de la solidarité, pour la renforcer et la mettre en œuvre à dans et hors des frontières européennes. Nous soutenons le combat des travailleurs contre le gouvernement croate néolibéral du HDZ (« Hrvatska demokratska zajednica », parti de centre-droite), contre la privatisation des ports et de ce qu'il reste de services publics en Croatie. Nous soutenons également la lutte pour la mise sous contrôle public du système bancaire et financier, tout comme la revendication des étudiants pour un enseignement gratuit.

L'élite politique et économique croate est en train de présenter une fausse alternative aux travailleurs, aux étudiants et aux pensionnés avec cette campagne pour un référendum sur l'adhésion à l'Union Européenne dont eux seuls seraient les bénéficiaires. Ils disent que ceux qui ne veulent pas l'isolement complet doivent être pour l'adhésion et l'acceptation de la libéralisation complète du marché.

Cette route mène inévitablement à la dictature selon les règles des classes dominantes européennes. L'alternative est en réalité entre deux choses identiques alors que la seule solution réellement différente est de s'opposer à l'imposition d'un tel système économique et social et de combattre pour les intérêts de la classe des travailleurs.

La Croatie est, et restera, une source de profit secondaire, à cause de la nature du capitalisme et du rôle de la Croatie dans un système dirigé par l'intérêt individuel. Les seuls vrais alliés de la classe ouvrière croate sont les progressistes, les travailleurs, les étudiants et les sans emplois de toute l'Europe. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons atteindre notre but et renverser la dictature du capital et l'oppression nationale.

**Pour signer cet appel : radnicka_borba@yahoo.com**

**www.radnickaborba.org . Traduction française par Sylvia Nerina pour le site www.lcr-lagauche.be**

# Croatie : Comme un air de révolution

La Croatie, petit pays de moins de 5 millions d'habitants, est en train de se soulever contre son gouvernement actuel. Grâce aux contacts réguliers avec nos camarades de l'organisation anticapitaliste et révolutionnaire Radnicka Borba, nous nous tenons informés du déroulement des événements de ces derniers mois.

Le mécontentement des Croates s'accroît de jour en jour, car la situation économique et sociale est particulièrement difficile. Le taux de chômage atteint 20%, la pauvreté touche un tiers de la population, les dettes de l'État atteignent les 40 milliards de dollars, le PIB connaît une baisse régulière. Face à cette crise, les salariés moyens ne peuvent vivre chaque mois avec leurs seuls revenus: les prix augmentent chaque jour, leur peur pour l'emploi et pour l'avenir s'installe. C'est la révolte.

La première manifestation voit le jour en février, lorsqu'un millier de personnes se sont rassemblées en face du gouvernement, place Sveti Marko. Interdite en Croatie, la manifestation est bloquée par la police qui érige des barricades et procède à des arrestations violentes et musclées. Depuis, les rassemblements fleurissent à travers les grandes villes croates comme Zagreb, Karlovac, Split, Rijeka ou Osijek. Le nombre de participants augmente de milliers en milliers, atteignant le chiffre de 15 000 manifestants. Les révolutions d'Afrique du Nord ont très probablement encouragé le début des protestations dans le pays.

L'Union démocratique croate (HDZ) est le parti politique le plus important et le plus puissant du pays. Historiquement, il a vu le jour après la division de la Yougoslavie au début des années 1990, lors de la création de l'État indépendant de Croatie. Aujourd'hui, ce parti est devenu l'ennemi symbolique de la population et vu comme à l'origine des problèmes que rencontre le pays. Depuis la guerre civile, le HDZ a entamé une vague de privatisations massive entraînant licenciements de masse et pauvreté. Voici un exemple flagrant de privatisation: deux dignitaires du HDZ ont racheté pour 1 kuna symbolique (monnaie croate équivalent à 0, 13 euro) une usine employant des milliers de travailleurs. Après l'avoir utilisée jusqu'à la ruine, ils ont licencié tous les salariés et ont revendu l'usine. Aujourd'hui, l'économie croate est paralysée, au bénéfice de personnes corrompues, responsables du vol de la classe ouvrière. L'État s'enfonce dans la dépendance vis-à-vis des banques afin d'assurer le paiement de la dette nationale qui se creuse d'année en année.

Des manifestations dans une quinzaine de villes en Croatie sont régulièrement organisées et profitent d'un soutien de l'opinion publique. Les protestations sont pacifiques, elles se traduisent par des promenades à travers la ville avec des banderoles et des slogans «HDZ voleurs, vous avez dépouillé la Croatie», «Jadranka, va-t-en», «Tous dans la rue!», «Les usines aux ouvriers!» Tous réclament la démission du gouvernement et notamment celle de la Première ministre Jadranka Kosor, qui s'est permise avec arrogance et le sourire aux lèvres de parler des statistiques du chômage, en soulignant qu'il y avait un fort potentiel dans le secteur des bergers, pour garder les moutons et les bovins, mais que les chômeurs refusaient de travailler.

Il semble qu'elle entend faire du peuple des bergers bien obéissants alors qu'elle et son

gouvernement corrompu continuent le pillage du pays jusqu'au dernier centime.

Comme l'écrivent si bien nos camarades de Radnicka Borba à la fin de leurs tracts: «Le pouvoir au peuple et vive la révolution!».

**Mirjana Figueira. Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! n° 99 (21/04/11)**